

La guerre du Rif

Histoire connectée, mémoires divergentes (1921-2021)

Aurélia Dusserre et Mathieu Marly

Barrière montagneuse isolant le Maroc de la Méditerranée, faite de vallées enclavées faiblement reliées entre elles, le Rif abrite des populations berbérophones sur lesquelles le sultan marocain exerce au 19^e siècle une autorité distante¹. En 1912, les traités de protectorat, signés sous la contrainte par le sultan chérifien, laissent à l'Espagne l'administration d'une zone septentrionale étendue de Tétouan au Rif oriental qu'elle entend soumettre principalement à partir de la place forte de Melilla. Dans ce partage colonial, l'Espagne, devenue une puissance impériale de second ordre après la perte de Cuba et des Philippines en 1898, a été considérée comme un parent pauvre, « confin[ée] dans le rôle ingrat de sous-locataire de la France » qui « lui laisse l'os à ronger »². Présent dès le début du 20^e siècle dans la région par le biais de concessions minières, le colonisateur espagnol peine à y imposer son autorité, faute de moyens³.

À partir de 1920, après avoir obtenu le ralliement de certaines tribus, le général Manuel Fernández Silvestre décide de soumettre l'ensemble du Rif avec plus de 20 000 hommes, dont de nombreux *regulares* marocains (soldats auxiliaires engagés dans l'armée espagnole). Après quelques succès, le commandant en chef de Melilla tente de progresser au cœur du massif, en s'appuyant sur un système de postes cependant mal reliés entre eux. Celui d'Igueriben, privé d'eau et de secours par les troupes rifaines, tombe le premier le 21 juillet 1921, avant que Mohamed ben Abdelkrim Al-Khattabi, de la tribu des Beni Ouriaghel, ne prenne la tête d'une opération d'envergure contre la position espagnole d'Anoual et inflige une série de défaites cuisantes à l'Espagne. Entre le 21 juillet et le 9 août 1921, l'armée espagnole perd plus de 10 000 hommes, son matériel de guerre et laisse derrière elle près de 500 prisonniers lors de ce que l'historiographie espagnole présente comme « le désastre d'Anoual » (*El Desastre de Annual*), l'une des plus retentissantes défaites militaires jamais subies par une puissance impériale européenne⁴. Cette déroute marque le début de la guerre du Rif qui,

(1) Daniel Rivet, *Histoire du Maroc*, Paris, Fayard, 2012 ; *id.*, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du protectorat*, Paris, Denoël, 1999.

(2) Daniel Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc. 1912-1925*, t. 2, Paris, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1988, p. 254.

(3) María Rosa de Madariaga, *España y el Rif. Crónica de una historia casi olvidada*, Melilla, Ciudad Autónoma de Melilla, 2000.

(4) Pour une mise au point récente, voir Daniel Macías Fernández (dir.), *A cien años de Annual. La guerra de Marruecos*, Madrid, Desperta Ferro Ediciones, 2021.

de 1921 à 1926, voit s'affronter les troupes coloniales espagnoles et les combattants rifains, mobilisant de part et d'autre d'importantes ressources matérielles et humaines.

Le 13 avril 1925, les forces rifaines attaquent la zone française du protectorat en encerclant des postes militaires dans la région de l'Ouergha (rivière marquant la limite sud des montagnes rifaines), ce qui décide le gouvernement français à infléchir la politique jusque-là attentiste du résident général Lyautey. Au mois de juin, plus de 100 000 hommes arrivent en renfort de la métropole, commandés par Philippe Pétain et soutenus par un important arsenal militaire. Collaborant avec les Espagnols, Pétain mène alors une offensive d'envergure qui déstabilise les positions rifaines, fragilisées par la mobilisation exceptionnelle d'un matériel de guerre performant et des bombardements aériens intensifs, y compris sur les populations civiles. Le 8 septembre 1925, le débarquement aéronaval d'Al-Hoceima ouvre la route d'Ajdir, quartier général du mouvement rifain. Quelques mois plus tard, le 27 mai 1926, Mohamed ben Abdelkrim, progressivement abandonné par ses soutiens, se rend à l'armée française¹.

De 1921 à 1926, l'écho du conflit s'est propagé bien au-delà des frontières de la région : le leader rifain s'est appuyé sur une organisation étatique, du moins revendiquée comme telle, la « république du Rif », pour porter ses revendications jusqu'à la tribune de la Société des Nations (SDN)². Cette révolte anticoloniale d'envergure, revendiquant le principe de l'autodétermination des peuples, a mobilisé les opinions publiques internationales durant les années 1920 – ben Abdelkrim fait la une du *Time* le 17 août 1925³. *A posteriori*, elle est devenue un modèle pour nombre de dirigeants anti-impérialistes, d'Hô Chi Minh à Che Guevara⁴. Le conflit a également eu des conséquences politiques importantes en Espagne, contribuant à fragiliser le régime parlementaire avant le *pronunciamiento* de Primo de Rivera en 1923 et, à plus long terme, à militariser la zone espagnole du protectorat⁵. En France, le conflit a été un moment de mobilisation structurant pour le jeune parti communiste et les courants anticolonialistes. Au Maroc, enfin, le mouvement rifain a divisé les premiers nationalistes marocains issus de la bourgeoisie estudiantine, partagés entre l'enthousiasme pour la lutte anticoloniale de ben Abdelkrim et le mépris pour ce qui pouvait ressembler à une révolte traditionnelle de montagnards contre la monarchie marocaine⁶. Ce conflit a donc impliqué une multitude d'acteurs et d'enjeux politiques, nationaux comme internationaux, à la croisée du nationalisme dans le monde arabo-musulman, des intérêts impérialistes français et espagnols, de l'internationalisme wilsonien et de l'anticolonialisme des partis communistes, plaçant cette petite région septentrionale du Maroc au centre des attentions internationales.

(1) Deux ouvrages permettent une mise au point événementielle, militaire et diplomatique sur le conflit rifain : Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, *La Guerre du Rif, Maroc 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008 et Max Schiavon, *La Guerre du Rif. Un conflit colonial oublié, Maroc (1925-1926)*, Paris, Éditions Pierre de Taillac, 2016.

(2) Pablo La Porte, « Rien à ajouter ». The League of Nations and the Rif War (1921-1926) », *European History Quarterly*, 41, 2011, p. 66-87.

(3) *Time. The Weekly News-Magazine*, 17 août 1925.

(4) Mevliyar Er, « Abd-el-Krim El Khattabi. The Unknown Mentor of Che Guevara », *Terrorism and Political Violence*, 29, 2015, p. 137-159.

(5) Pablo La Porte, « El desastre de Annual y la crisis de la Restauración en España, 1921-1923 », thèse de doctorat en histoire contemporaine, Universidad Complutense de Madrid, 1997.

(6) Georges Joffé, « Nationalism and the Bled. The Jbala from the Rif War to the Istiqlal », *The Journal of North African Studies*, 19 (4), 2014, p. 475-489.

Si la guerre du Rif a marqué les opinions publiques internationales dans les années 1920, l'intérêt pour ce conflit s'est ensuite dissipé, jusqu'à justifier le qualificatif de « guerre oubliée⁷ ». À s'en tenir aux couvertures de presse autour du centenaire de la bataille d'Anoual (21 juillet 2021), et à l'exception de quelques reportages et articles parus dans la presse marocaine et espagnole⁸, il est vrai que la mémoire du conflit n'a guère retenu l'attention médiatique au Maroc, en Espagne et en France. Lorsque nous avons décidé d'organiser en 2021 un colloque international à Aix-en-Provence⁹, nous n'étions pas non plus certains que l'événement rencontre un véritable intérêt public dans les trois pays. Pourtant, l'organisation du colloque et le contact avec différentes institutions dans les trois pays nous ont confrontés à des enjeux mémoriels dont nous n'avions pas soupçonné la vigueur. Nous savions que l'utilisation des gaz chimiques par l'aviation espagnole dans le Rif allait attirer l'attention des associations militantes pour la reconnaissance officielle de leur usage par les Espagnols¹⁰. Nous n'avions cependant pas prévu que la lecture du programme, qui parlait de cette question et faisait une place importante aux mémoires postcoloniales du conflit, allait provoquer la réticence de certains acteurs au sein des archives militaires françaises et le refus (non motivé) des responsables de l'Archivo General Militar de Madrid de participer au colloque malgré un accord préalable. De même, l'organisation d'une table ronde sur les archives abordant la question des « restitutions » au Maroc des « papiers d'Abdelkrim » conservés en France devait-elle finalement disparaître du programme du colloque pour ne pas donner l'impression d'un quelconque engagement officiel du ministère des Affaires étrangères (partenaire de l'événement) dans cette démarche. Dernier imprévu : la présence au colloque d'activistes régionalistes rifains devait se manifester par une captation non autorisée de notre visioconférence et sa mise en ligne sur Youtube...

Ces difficultés logistiques et ces discussions animées ont révélé, en définitive, derrière le silence relatif des autorités politiques dans les trois pays, la résurgence de mémoires vives, parfois conflictuelles et éclatées, sur lesquelles ce dossier propose de revenir à travers l'étude de questions mémorielles particulières – la reconnaissance de l'usage des gaz chimiques, la demande de restitution des archives de ben Abdelkrim –, d'acteurs publics – États espagnols et marocains, associations rifaines et amazighes – et de moments significatifs comme le colloque international de Paris en 1973 consacré à la république du Rif.

Histoire connectée, mémoires divergentes

Pour comprendre la pluralité des mémoires et le silence relatif des principaux ex-États bellicérants, il faut revenir à la singularité de l'événement, qui se distingue d'autres conflits

(7) À commencer par l'ouvrage de la grande historienne espagnole du conflit rifain récemment disparue, M. R. de Madariaga, *España y el Rif*, op. cit.

(8) Francisco Peregil, « La Derrota de Annual, cien años de olvido », *El País*, 16 juillet 2021.

(9) « La guerre du Rif (1921-1926). Nouvelles approches (France, Espagne, Maroc) », organisé par Karima Dirèche, Aurélia Dusserre, Arnaud-Dominique Houte et Mathieu Marly, 17 au 19 novembre 2021, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix-en-Provence. Voir <https://iremam.cnrs.fr/fr/colloque-la-guerre-du-rif-1921-1926-nouvelles-app-roches-france-espagne-maroc>

(10) Voir dans ce dossier l'article de Badiha Nahhass et Zakaria Rhani « *Akhenzir* : le cancer au Rif et ses mémoires coloniales ».

coloniaux par sa dimension internationale et par l'imbrication des horizons d'attente des acteurs du conflit : des combattants rifains attachés à la clientèle d'un chef de guerre rallié au combat anticolonial de ben Abdelkrim pouvaient prendre les armes contre des tirailleurs sénégalais protégeant une position française ; d'anciens légionnaires espagnols ralliés au chef rifain affrontaient des soldats marocains (*regulares*) engagés sous uniforme espagnol ; les aviateurs américains de l'escadrille Lafayette bombardaient les positions rifaines en soutien à la puissance française, quand certains journalistes parmi leurs compatriotes, portés par l'idéal wilsonien, manifestaient leur admiration pour le chef rifain ; le journal égyptien *al-Manār* décrivait ben Abdelkrim en nouveau leader politique du monde musulman, quand des notables religieux marocains ne voyaient en lui qu'un imposteur ; et enfin, la presse espagnole la plus belliciste et militariste cherchait à venger l'humiliation d'Anoual, quand les surréalistes français manifestaient leur soutien à ben Abdelkrim, autant par antimilitarisme que par ralliement aux directives de l'Internationale communiste.

Cet éclatement des perspectives devrait encourager la recherche historique à prendre en compte et à analyser la circulation des acteurs, la polyphonie des récits et des points de vue¹. Pourtant, l'imposante bibliographie internationale consacrée au conflit révèle que les recherches sur la guerre du Rif sont le plus souvent restées dans l'ornière d'une histoire militaire, politique et diplomatique pensée dans un cadre national. Ainsi, en Espagne cette histoire apparaît-elle reléguée au statut de prolégomènes de la guerre civile espagnole quand, au Maroc, la guerre du Rif est avant tout interrogée sur la place qu'elle occupe dans l'histoire du nationalisme marocain². Certes, de nouvelles approches ont récemment émergé autour d'objets plus délimités (histoire culturelle des lieux de mémoire en Espagne, histoire des associations humanitaires), mais si elles reflètent le dynamisme de nouveaux champs historiographiques, elles ne permettent pas toujours d'articuler les points de vue des acteurs du conflit³.

Dans cette perspective, les recherches consacrées à Mohamed ben Abdelkrim Al-Khattabi et à l'État de la république du Rif (*ad-dawla al-ʿjumbūriyyah al-Rifiyya*) ont permis de décloisonner les échelles d'analyse centrées sur des préoccupations nationales. Comme le montre **Daniel Rivet** dans ce dossier, le colloque international organisé à Paris en 1973 a posé

(1) Voir Camille Lefebvre, *Des pays au crépuscule. Le moment de l'occupation coloniale (Sabara-Sabel)*, Paris, Fayard, « L'épreuve de l'histoire », 2021 ; Michel Naepels, *Conjurer la guerre. Violence et pouvoir à Houailou (Nouvelle-Calédonie)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2013 ; Raphaëlle Branche, *L'Emboscade de Palestro. Algérie, 1956*, Paris, La Découverte, 2018.

(2) Sebastian Balfour, *Deadly Embraced. Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; María Rosa de Madariaga, *Los Moros que trajo Franco... La intervención de tropas coloniales en la Guerra Civil española*, Barcelone, Martínez Roca, 2002 ; Gustau Nerín, *La Guerra que vino de África*, Barcelone, Crítica, 2005 ; Daniel Macías Fernández, *Franco « nació en África ». Los africanistas y las Campañas de Marruecos*, Madrid, Tecnos, 2019. Sur les débats historiographiques au Maroc autour de la place du mouvement rifain dans l'histoire du nationalisme marocain, voir la mise au point de Mohamed Tahtah, *Entre pragmatisme, réformisme et modernisme. Le rôle politico-religieux des Khattabi dans le Rif (Maroc) jusqu'à 1926*, Louvain, Peeters Publishers, 1995.

(3) Sur les approches mémorielles de la guerre du Rif, voir Badiha Nahhass, « La mémoire et ses usages. Le cas du Rif », thèse de doctorat en sciences sociales, Université Hassan-II, Casablanca, 2014 et Alfonso Iglesias Amorín, « La memoria de las guerras de Marruecos en España (1859-1936) », thèse d'histoire contemporaine, Universidad de Santiago de Compostela, Saint-Jacques-de-Compostelle, 2014. Sur l'histoire de l'humanitaire et le rôle de la Croix-Rouge durant la guerre du Rif, voir Francisco Javier Martínez-Antonio, « Weak Nation-states and the Limits of Humanitarian Aid. The Case of Morocco's Rif War, 1921-1927 », in Paulmann Johannes (ed.), *The Dilemmas of Humanitarian Aid in the 20th Century*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 91-114.

avec force la question des connexions entre l'échelle locale, l'histoire marocaine, les impérialismes européens, les nationalismes arabes émergents et la structuration politique des courants anticolonialistes dans l'entre-deux-guerres. À partir d'un point de vue situé (la république du Rif), ces premières recherches ont posé la question des influences politiques croisées à l'œuvre dans le mouvement rifain. Ce que l'on n'appelait pas encore « histoire connectée » était déjà au cœur des préoccupations de grands chercheurs spécialistes du Maghreb : Jacques Berque appelait ainsi à décentrer l'analyse en prenant en compte l'émergence concomitante et la circulation des modèles républicains dans le monde arabe, quand Charles-André Julien s'interrogeait, en introduction du colloque, sur les représentations politiques des populations rifaines en deçà de l'internationalisme anticolonial mobilisé par les dirigeants de la république du Rif⁴.

Le leader rifain, également objet d'une abondante bibliographie⁵, constitue à lui seul une figure de passeur et d'intermédiaire entre différentes aires culturelles, filiations politiques et traditions nationales. Descendant d'une famille lettrée et influente au sein de l'importante tribu rifaine des Beni Ouriaghel, ben Abdelkrim (1882-1963) est le fils d'un *cadi* (juge) nommé par le sultan en 1879. Sa naissance dans une famille de notables lui permet d'étudier à la prestigieuse université Al Qaraouiyine de Fès. Lorsque son père devient un client de l'Espagne, ben Abdelkrim se rapproche du pouvoir espagnol en devenant à partir de 1907 professeur d'arabe pour les officiers des *Asuntos indigenas* (Affaires indigènes) et journaliste pour *El Telegramma del Rif*, dans lequel il tient une chronique de 1907 à 1915, pendant que son frère M'Hamed commence des études d'ingénieur à Madrid. En 1915, il entre dans l'administration espagnole comme *cadi*, avant d'être emprisonné pour s'être opposé à l'expansion hispanique dans le Rif. Dans les années 1920, sa position de leader de la république du Rif le place à la croisée de différents modèles politiques élaborés sur les ruines de l'Empire ottoman : celui de la République turque proclamée par Mustapha Kemal, dont ben Abdelkrim est un fervent admirateur, et celui du califat réunissant les croyants après la suppression de l'institution par la Turquie en 1924, un modèle alors promu en Égypte par les clercs sunnites qui évoquent, un temps, ben Abdelkrim comme un candidat idéal. Enfin, l'influence politique du leader rifain s'exerce autant à l'échelle locale, celle du Rif où il arbitre les affrontements entre notables religieux et chefs de fractions, qu'à l'échelle internationale où il légitime son combat par le principe wilsonien de l'autodétermination des peuples.

Si plusieurs recherches ont posé la question des influences politiques de ben Abdelkrim⁶, d'autres perspectives sont ouvertes au-delà, interrogeant notamment les représentations des populations rifaines en lien avec l'historicité propre de ce territoire. Souvent considérée comme une périphérie, la région se trouve en réalité à l'interface entre différents empires

(4) Jacques Berque, « Poussée nationale et démocratie à la base dans la nation arabe, 1915-1925 », in *abd el-krim et la république du Rif*, actes du colloque international d'études historiques et sociologiques, 18 au 20 janvier 1923, Paris, Maspero, 1976, p. 46-50 et Charles-André Julien, « Introduction », *ibid.*, p. 9-12.

(5) Parmi les nombreuses biographies du chef rifain, voir María Rosa de Madariaga, *Abd el-Krim El Jatabi. La lucha por la independencia*, Madrid, Alianza Editorial, 2009.

(6) Richard C. Pennell, *A Country with a Government and a Flag. The Rif War in Morocco, 1921-1926*, Outwell/Wisbech, Middle East and North African Studies Press Ltd., 1986 ; M. Tahtah, *Entre pragmatisme, réformisme et modernisme*, *op. cit.*

– le Maghzen chérifien, l'empire espagnol et l'empire français par ses liens avec le Moyen Atlas et les circulations avec l'Algérie coloniale (migrations saisonnières, échanges commerciaux et contrebande d'armes). Le répertoire d'action des combattants rifains intègre de simples objectifs matériels (pillage des tribus voisines, possibilité d'enrichissement de chefs de guerre), des considérations politiques locales liées aux affrontements entre clans et fractions, une mobilisation religieuse par un *jihad* multiséculaire contre l'occupant espagnol, une résistance au nom de la Nahda (« renaissance » et réforme politique du monde arabe)¹ et du relèvement national marocain contre l'emprise espagnole et française sur le Maghzen chérifien.

L'articulation des différentes échelles d'analyse historique de la société rifaine en guerre, du local au global, permet en outre de ne pas réduire l'histoire du conflit à un « moment colonial² » uniquement défini par le rapport de force avec les empires européens. Car cette histoire est aussi une histoire marocaine – ou rifaine selon la perspective retenue – qui commence avant les traités d'Algésiras (1906) et ceux instituant les protectorats (1912). L'évolution des rapports de force politiques dans la région à la fin du 19^e siècle est marquée par l'accroissement des mouvements d'insurrection (*jihad* local, guerre de confédération tribale) dont certains savants coloniaux (Édouard Michaux-Bellaire au tournant du 20^e siècle, Robert Montagne dans l'entre-deux-guerres) n'hésitaient pas à chercher les explications dans l'histoire du Maghreb écrite par Ibn Khaldoun (1332-1406). Décentrer l'analyse du seul moment colonial permet en outre de ne pas enfermer l'histoire de ce conflit dans une perspective téléologique, qui voudrait en faire l'événement annonciateur des grands combats des indépendances. Une telle comparaison, souvent avancée pour situer *a posteriori* ce conflit dans l'histoire des décolonisations du 20^e siècle, ne peut rendre compte de la singularité des rapports de force internationaux dans les années 1920, décennie pendant laquelle la probabilité d'accorder l'autonomie territoriale et politique à un territoire colonisé du Maghreb, si elle n'était pas totalement absurde pour certains acteurs coloniaux³, était encore inenvisageable dans le cadre de relations internationales dominées par les puissances européennes.

Restituer la polyphonie des acteurs, varier les échelles d'analyse, dépasser le prisme d'une histoire coloniale : autant de précautions méthodologiques indispensables pour saisir dans sa profondeur et sa complexité l'histoire d'un conflit souvent réduit aux enjeux narratifs des guerres coloniales ou des nationalismes arabes ; autant de questions qui ont contribué à l'éclatement des mémoires du conflit en une multitude de récits parfois contradictoires. Le livre

(1) Anne-Laure Dupont, « Nahda, la renaissance arabe », *Manières de voir. Le Monde diplomatique*, 106, août-septembre 2009 ; *id.*, *Ġurġi Zaydān (1861-1914). Écrivain réformiste et témoin de la Renaissance arabe*, Damas, Institut français du Proche-Orient, 2006 ; Anne-Laure Dupont et Catherine Mayeur-Jaouen (dir.), « Débats intellectuels au Moyen-Orient dans l'entre-deux-guerres », dossier thématique de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 95-98, 2002.

(2) Camille Lefebvre et M'hamed Oualdi, « Remettre le colonial à sa place. Histoires enchevêtrées des débuts de la colonisation en Afrique de l'Ouest et au Maghreb », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 72 (4), 2017, p. 937-943. Voir également Isabelle Grangaud et M'hamed Oualdi, « Tout est-il colonial dans le Maghreb ? Ce que les travaux des historiens modernistes peuvent apporter », *L'Année du Maghreb*, 10, 2014, p. 233-254 et M'hamed Oualdi, *Un esclave entre deux empires. Une histoire transimpériale du Maghreb*, Paris, Seuil, 2023.

(3) À l'été 1925, au plus fort de la menace rifaine sur l'Ouergha, Lyautey envisage la possibilité de reconnaître l'autonomie de la république du Rif dans la zone espagnole pour sauver les positions françaises autour de Fès. Centre des archives diplomatiques de Nantes, IMA/100/197, Rapport de Lyautey au ministère des Affaires étrangères, 6 juillet 1925.

de Lucette Valensi, les *Fables de la mémoire*⁴, consacré à la bataille des Trois Rois (1578) entre le Maroc et le Portugal, pourrait servir de modèle explicatif : les récits de cette bataille, dont les conséquences sont diamétralement opposées au Maroc (victoire) et au Portugal (défaite et annexion à l'Espagne), ont fait l'objet de multiples réinterprétations de part et d'autre de la Méditerranée en fonction de la signification donnée à cet événement par différents groupes (juifs et musulmans au Maroc) et des divers contextes politiques. De même, la guerre du Rif a été vécue par une multiplicité d'acteurs selon des horizons d'attente divergents, qui ont conduit à une pluralité de récits dans les ex-pays belligérants selon les groupes mémoriels.

Nous proposons ici de résumer brièvement et dans les grandes lignes l'élaboration de ces récits en fonction de nouveaux présents, en les abordant par échelle : des mémoires du conflit dans la région du Rif à l'ambivalence de cette mémoire au Maroc ; des enjeux mémoriels de cette guerre en Espagne et en France au nouveau contexte d'une « diplomatie de la repentance⁵ » à l'égard des deux ex-puissances coloniales ; des mémoires transnationales du conflit, de l'anti-impérialisme aux combats postcoloniaux, et des nationalismes arabes aux mouvements islamistes et amazighs.

Rif/Maroc : l'héritage ambivalent

Les mémoires écrites laissées par les anciens dirigeants rifains portent le plus souvent la marque d'intérêts circonstanciés, qu'il s'agisse de justifier leurs actions passées auprès des autorités impériales ou d'accabler les prétendus responsables de la défaite rifaine⁶. C'est particulièrement le cas dans les différentes versions des mémoires de ben Abdelkrim. Dans ses déclarations rapportées par le journaliste français Jacques Roger-Mathieu lors du voyage d'exil à la Réunion (1926)⁷, l'ancien leader rifain accuse l'Espagne pour mieux valoriser la bienveillance de la France, dont il est alors l'otage. Après son installation au Caire en 1948, ben Abdelkrim mobilise la mémoire du Rif pour nourrir son combat nationaliste, la guerre devenant dans ses déclarations une occasion manquée de libérer la région de la présence coloniale. Pour les seconds couteaux du mouvement rifain, comme le caïd Haddou ben Hamou (1888-1950)⁸, les témoignages écrits restent rares, pour ne pas dire inexistant⁹. Ces anciens dirigeants sont emprisonnés, placés sous surveillance quand d'autres se rallient aux pouvoirs espagnol et français en acceptant le plus souvent des charges de caïds et en appuyant les opérations de « pacification » dans le Rif. C'est le cas d'Ahmed Boudra, ancien ministre

(4) Lucette Valensi, *Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des Trois Rois (1578) : souvenirs d'une grande tuerie chez les chrétiens, les juifs et les musulmans*, Paris, Chandeigne, 2009.

(5) Sur cette « diplomatie de la repentance », voir Romain Bertrand, « La mise en cause(s) du "fait colonial". Retour sur une controverse publique », *Politique africaine*, 102 (2), 2006, p. 28-49.

(6) Sur ces mémoires, voir M. Tahtah, *Entre pragmatisme, réformisme et modernisme*, op. cit., p. 10-23.

(7) Jacques Roger-Mathieu, *Mémoires d'Abd el-Krim, recueillis par J. Roger-Mathieu*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1927.

(8) María Rosa de Madariaga, *Aventures et mésaventures du caïd Hadou Ben Hamou*, Tétouan, Tifraz-Narif, 2021.

(9) À moins que ceux-ci ne soient imaginés, à la manière de la vie romancée de ben Hamou par Mhamed Lachkar, *L'Exilé de Mogador*, Tanger, Éditions Slaiki frères, 2021. Le chérif Mohamed ben Abdallah el-Raisuni, autre protagoniste important dans le Rif depuis les années 1900, a davantage retenu l'attention des romanciers et cinéastes, incarné notamment par Sean Connery dans *Le Lion et le Vent* de John Milius (1975).

de la Guerre du gouvernement rifain, emprisonné par les Espagnols jusqu'en 1935 avant de servir les armées franquistes¹. Comme beaucoup d'anciens cadres du mouvement rifain, ces hommes se sont pliés aux ordres des nouveaux maîtres du Rif lorsqu'ils cherchaient à maintenir leur influence politique et à sauvegarder leurs intérêts matériels. Il est ainsi difficile, considérant leur ralliement à l'ancien ennemi, de saisir exactement quels pouvaient être les récits de la guerre qu'ils transmettaient dans le cadre de leurs nouvelles fonctions. Les mémoires populaires et locales de l'événement sont davantage renseignées par les anthropologues qui, tels Carleton Coon à la fin des années 1920 et surtout David Montgomery Hart à partir des années 1960, ont mené des enquêtes dans le Rif². Ils ont recueilli des chants et des poésies en vers (*izran*), comme le long poème de Dhar Ubarran (160 vers), chanté par les *ime-diazen* (chanteurs itinérants), narrant les exploits des premiers combattants qui infligèrent le 1^{er} juin 1921, avant Anoual, une défaite retentissante à l'armée espagnole³. Parmi ces poèmes épiques, certains ont pu être en partie influencés par la propagande rifaine, tels ces *qasida* (poèmes) à la gloire de ben Abdelkrim retrouvés dans les archives des dirigeants rifains⁴.

La véritable rupture dans la mobilisation d'une mémoire locale du conflit se situe après l'indépendance, quand une partie de la population rifaine, opposée à la marginalisation dont elle s'estime victime, manifeste et subit la répression du pouvoir central entre 1958 et 1959. Les liens entre le leader de cette contestation, Mohamed Sallam Ameziane, et la figure de ben Abdelkrim sont bien connus des chefs de l'Istiqlal, le principal parti nationaliste marocain, et du sultan Mohammed V, qui tente de reprendre la main sur la région contre les forces nationalistes proches du Front de libération nationale (FLN) et du Comité de libération du Maghreb, dirigé par l'ancien leader rifain depuis son exil au Caire. Depuis, les différents mouvements de protestation rifains contre le pouvoir central (1984, 2011 et 2017) associent le souvenir des révoltes de 1958-1959 à celui de la guerre du Rif et de son leader⁵, dont les représentations parmi la population rifaine et son importante diaspora en Europe peuvent se prêter à différentes interprétations. Ainsi, quelles significations donner aux drapeaux de la république du Rif et aux affiches à l'effigie du leader rifain brandis lors du *hirak* de 2016-2017 ? Volonté d'autonomie rifaine ou affirmation d'une identité régionale en réaction au sentiment de mépris social et d'abandon de la part du pouvoir central ? L'enquête menée par **Badiha Nahhass** et **Zakaria Rhani** sur la mobilisation des associations rifaines

(1) María Rosa de Madariaga, « La figure d'Abdelkrim dans la mémoire des Rifains », in Pierre Vermeren (dir.), *Comment peut-on être Berbère ? Amnésie, renaissance, soulèvements*, Paris, Riveneuve, 2022, p. 146-147.

(2) Carleton Coon, *Flesh of the Wild Ox. A Riffian Chronicle of High Valleys and Long Rifles*, New York, William Morrow, 1932 et David Montgomery Hart, *The Ait Waryaghar of the Moroccan Rif. An Ethnography and History*, Tucson, University of Arizona Press, 1976.

(3) Voir Mohamed Chtatou, « Bin Abd Al-Karim Al-Khattabi in the Rifi Oral Tradition of Gzenneya », in E. George H. Joffré et Richard C. Pennell (eds), *Tribes and State. Essays in Honour of David M. Hart*, Wiesbaden, Middle East and North African Studies Press Ltd., 1991, p. 182-213 et Mohammed Serhoual, « L'épopée de Dhar Ubarran épisode de la guerre du Rif (1921). Transcription, traduction et analyse de fragments », *Études et documents berbères*, 25-26 (1-2), 2007, p. 317-338.

(4) Centre des archives diplomatiques de La Courneuve, Correspondance politique et commerciale : Maroc 1917-1940, vol. 520, papiers d'Abdelkrim.

(5) Sur les résurgences de cette mémoire en lien avec les contestations dans le Rif, voir Zakaria Rhani, Khalid Nabalssi et Mariam Benalioua, « "The Rif Again !" Popular Uprisings and Resurgent Violence in Post-transitional Morocco », *The Journal of North African Studies*, 27 (2), 2022, p. 326-361 et Badiha Nahhass et Ahmed Bendella, « Le Rif. Les méandres d'une réconciliation », *L'Année du Maghreb*, 26, 2022, p. 141-156.

réclamant à l'État marocain la prise en charge hospitalière des cancers supposément liés à l'usage des armes chimiques par les Espagnols montre que les mémoires postcoloniales de la guerre du Rif sont liées aux répressions de 1958-1959, et s'inscrivent localement dans une série de protestations contre les violences de l'appareil d'État.

Considéré à l'échelle nationale, l'héritage de la guerre du Rif apparaît pour le moins encombrant pour l'État marocain, cela dès son indépendance. En effet, la république du Rif peut être considérée comme un concurrent du Maghzen chérifien soutenu par Lyautey, et les travaux historiques, à s'en tenir aux seules déclarations de ben Abdelkrim⁶, se perdent parfois en conjectures : était-il un allié objectif du sultan Moulay Youssef dans le combat pour l'indépendance, comme il l'avait un temps prétendu, ou le considérait-il comme le « sultan des Français » à qui il pouvait opposer un modèle politique républicain ? De ce point de vue, l'attitude des élites marocaines, nationalistes et urbaines, vis-à-vis du mouvement rifain, berbère et montagnard, reproduisait parfois, après l'indépendance, le mépris et la peur que les combattants rifains avaient inspirés dans les grandes villes du Maroc sous le protectorat. En outre, selon une ligne de partage tracée par l'historien marocain Abdallah Laroui, l'histoire quasi officielle du nationalisme marocain commence dans les années 1930 avec l'opposition des élites urbaines au « dahir berbère⁷ », rejetant la résistance rifaine dans une préhistoire du mouvement nationaliste en présentant celui-ci comme l'ultime manifestation des guerres de confédérations tribales au Maroc⁸.

Pourtant, une partie des dirigeants de l'Istiqlal et Mohammed V lui-même avaient compris l'intérêt de lier le récit officiel du nationalisme marocain à la figure héroïque de ben Abdelkrim. Cette tentative est à l'origine de rencontres manquées dans les années 1950 entre l'ancien chef rifain et le nationaliste Allal el-Fassi, le premier considérant que les nationalistes de l'Istiqlal étaient trop proches des Français et trop éloignés des préoccupations populaires. Cette résistance n'avait pas empêché le nouvel État marocain de courtiser ben Abdelkrim par la remise d'une pension à la famille Al-Khattabi en 1958 et par la visite du sultan au Caire en 1960, venu mettre en scène sa réconciliation avec l'ancien leader rifain. Sa mort, en 1963, achève de rendre sa figure consensuelle dans la presse officielle au Maroc, le journal de l'Istiqlal lui-même faisant l'éloge du héros de la bataille d'Anoual⁹.

Sous Hassan II, directement impliqué dans les répressions du Rif en 1958-1959 et en 1984, la hantise de la dissidence avait conduit à interdire la publication des actes du colloque international de Paris en 1973, dans lequel le socialiste Abderrahmane El Yousoufi, un proche de Mehdi Ben Barka alors exilé politique à Paris, analysait la République rifaine à la manière

(6) Le rapport de ben Abdelkrim au Sultan Moulay Youssef a évolué durant le conflit – du soutien affiché en 1921 au rejet du « Sultan des Français » en 1925 –, mais la position du leader rifain sur la monarchie marocaine peut également changer selon ses interlocuteurs. Sur cette question, voir M. R. de Madariaga, *Abd el-Krim El Jatabi*, op. cit., p. 400-412.

(7) Ce texte de loi adopté en 1930 sous la pression des Français règle le fonctionnement de la justice dans les zones de droit coutumier berbère, en les soustrayant au droit musulman. Il est perçu comme un instrument de division, accusé de séparer de manière artificielle les populations arabophones et berbérophones.

(8) Abdallah Laroui, *Le Nationalisme marocain*, Casablanca, La Croisée des chemins, 2016.

(9) Lucette Valensi, « Le roi chronophage. La construction d'une conscience historique dans le Maroc postcolonial », *Cahiers d'études africaines*, 119 (30), 1990, p. 279-298.

d'un modèle politique alternatif à la monarchie marocaine¹. Cinq années plus tard, Germain Ayache publiait *Les Origines de la guerre du Rif*, dont les interprétations politiques allaient davantage dans le sens du Maghzen chérifien². Soucieux de réintégrer le conflit rifain dans l'histoire du nationalisme marocain, Germain Ayache, dont le travail rigoureux s'appuie sur les archives espagnoles, françaises et marocaines, restait persuadé, comme Youssoufi, du soutien populaire à la lutte anticoloniale dans le Rif, autant qu'il souhaitait convaincre de l'alliance implicite entre le sultan et le chef rifain.

Une telle version constitue aujourd'hui un récit tout à fait acceptable au Maroc comme le montrent les nombreuses rues et avenues « Abdelkrim Al-Khattabi », ainsi que les efforts entrepris depuis les années 2000 pour apaiser les tensions entre le Rif et le pouvoir central par le biais de l'Instance équité et réconciliation (IER)³. Il reste que les mémoires publiques de la guerre du Rif sont toujours aussi ambivalentes. En 2021, la demande de restitution des « papiers d'Abdelkrim », relayée par la presse marocaine⁴, reçoit le soutien de plusieurs voix et associations officielles proches de l'IER, considérant qu'ils constituent un patrimoine de l'histoire marocaine. Pourtant, le projet d'un musée du Rif à Al-Hoceima, initié par le Conseil national des droits de l'homme en 2011, n'a toujours pas abouti et les « lieux de mémoire » des combattants rifains se comptent toujours sur les doigts d'une main⁵. Quant au drapeau de la république du Rif, il est aujourd'hui illégal au Maroc et constitue une preuve à charge utilisée par la justice contre les opposants politiques⁶.

Nationalisation des récits et mémoires postcoloniales en Espagne et en France

À partir des années 1900, l'intervention militaire espagnole dans le Rif se produit dans le contexte de déclin de la puissance impériale hispanique. Soucieuse de maintenir une position – très affaiblie – dans la concurrence des puissances européennes en Afrique, l'Espagne participe activement à la conférence d'Algésiras (1906), qui arbitre les convoitises européennes au Maroc et étend son influence dans le Rif en s'alliant avec des chefs de guerre (Raïssuni, Bou Hamra). Elle impose ainsi ses intérêts économiques par la concession d'exploitations

(1) Abderrahmane Youssoufi, « Les institutions de la république du Rif », in *abd el-krim et la république du Rif*, op. cit., p. 81-100.

(2) Germain Ayache, *Les Origines de la guerre du Rif*, Paris-Rabat, Publications de la Sorbonne/SMER, 1981.

(3) L'Instance équité et réconciliation (IER) est un organisme de justice transitionnelle mis en place en 2004 par Mohammed VI pour réconcilier les Marocains avec leur passé après les « années de plomb » (1970-1999), marquées par les violences politiques du régime de Hassan II. Elle a notamment abouti à la création, en 2011, des Archives nationales du Maroc. Voir Susan Slyomovics, *The Performance of Human Rights in Morocco*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2005 et *id.*, « Témoignages, écrits et silences. L'Instance équité et réconciliation (IER) marocaine et la réparation », *L'Année du Maghreb*, 4, 2008, p. 123-148.

(4) Voir notamment Soundouss Chraïbi, « Jamâa Baïda. La restitution des papiers de Ben Abdelkrim par la France "serait entendre la voix de la raison et de l'équité" », *Telquel*, 23 février 2022, https://telquel.ma/2022/02/23/jamaa-baida-restituer-les-papiers-de-ben-abdelkrim-serait-entendre-la-voie-de-la-raison-et-de-lequite_1756293

(5) Sur ces lieux de mémoire, voir le travail du photographe Philippe Merchez : <https://philippemerchez.com/fr/galerie-2805-la-guerre-du-rif>

(6) Ils constituent une preuve à charge utilisée dans les procès des meneurs du *birak* en 2017, accusés d'avoir fait entrer illégalement ces drapeaux au Maroc : Abdelati El Hourri, « Procès Hirak. "Drapeaux du Rif partout, drapeaux marocains nulle part" », *Médias24.com*, 17 mars 2018, <https://medias24.com/2018/03/17/proces-hirak-drapeaux-du-rif-partout-drapeaux-marocains-nulle-part/>

minières. La défaite infligée par le chef rifain Ameziane à l'armée espagnole le 27 juillet 1909 – durant la célèbre bataille du *Barranco del Lobo* – entraîne une vague de grèves et de répression en Catalogne connue sous le nom de « Semaine tragique » (*Setmana Trágica* en catalan) lorsque les classes populaires, soumises à la conscription, refusent de partir au Maroc⁷. Après la signature du traité de protectorat en 1912, la monarchie espagnole entend consolider sa présence et se lance dans une stratégie militaire nettement plus offensive. Mais le désastre d'Anoual en 1921, dont le retentissement est immédiat en Espagne, aggrave l'instabilité gouvernementale et conduit, deux ans plus tard, au *pronunciamiento* de Primo de Rivera, soutenu, entre autres, par des officiers échaudés par la perspective de devoir rendre des comptes. Sous la dictature (1923-1930), les chefs militaires espagnols mènent une guerre brutale contre les populations rifaines, dans un esprit de vengeance après Anoual et le massacre de Monte Arruit⁸, guerre qui se conclut véritablement dans les années 1930 avec le désarmement des derniers combattants rifains en lutte contre l'occupation espagnole⁹. Dans cette perspective, la guerre du Rif s'inscrit dans un continuum d'affrontements militaires dont les effets politiques sont immédiats en Espagne, à la différence des « guerres au loin¹⁰ » menées par d'autres puissances européennes dans leurs espaces impériaux.

Avec l'instauration définitive du régime franquiste en 1939, la mémoire publique du conflit rejoint la propagande du régime et de son chef, Francisco Franco, dont le témoignage de guerre à la tête de la Légion étrangère durant la guerre du Rif est plusieurs fois réédité¹¹. La célébration des exploits militaires de Franco est à l'image de la production culturelle franquiste dédiée à la guerre du Rif : culte des chefs, éloge du sacrifice et valeurs viriles sont des traits récurrents de la production cinématographique et de la littérature officielle du régime¹². Cette commémoration officielle coexiste avec des représentations plus nuancées, qu'il s'agisse des grandes œuvres littéraires réalistes qui présentent de simples soldats confrontés aux souffrances de la guerre (*El Blocao* de José Díaz Fernández en 1928, *Imán* de Ramón José Sender en 1930) ou d'œuvres plus antimilitaristes comme l'autobiographie romancée d'Arturo Barrea (*La Ruta*) publiée en 1943 et interdite en Espagne. Ces trois récits reflètent d'autres variantes de la mémoire collective des guerres marocaines, qu'il s'agisse de commémorer le martyr des soldats – variante que l'on retrouve dans les chansons populaires, les nombreux monuments aux morts dédiés aux guerres d'Afrique et les commémorations officielles de l'armée espagnole¹³ – ou de dénoncer le militarisme et l'incompétence de

(7) Eloy Martín Corrales (ed.), *Semana Trágica. Entre las barricadas de Barcelona y el Barranco del Lobo*, Barcelone, Bellaterra Edicions, 2011.

(8) Après la défaite d'Anoual le 21 juillet 1921, les survivants espagnols se replient sur le poste de Monte Arruit. Assiégés, à court de vivres, d'eau et de munitions, ils négocient avec les Rifains le 9 août une reddition des 3 000 combattants présents. La plupart sont massacrés et leurs corps ne seront récupérés que deux mois après, au moment de la reprise du poste par les Espagnols. Sur les 500 combattants par ailleurs faits prisonniers, 300 survivants seront libérés 18 mois plus tard.

(9) Steve Bessac-Vaure, « Maintenir l'ordre dans le nord du Maroc à l'époque des protectorats français et espagnols (1912-1936) », thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université Clermont-Auvergne, Clermont-Ferrand, 2018.

(10) Sylvain Venayre, *Les Guerres lointaines de la paix. Civilisation et barbarie depuis le XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 2023.

(11) Francisco Franco, *Diario de una bandera*, Madrid, Éditions Pueyo, 1922.

(12) Susan Martín-Márquez, « Performing Masculinity in the Moroccan Theatre. Virility, Sexuality and Spanish Military Culture from the African War to the Civil War », *European Review of History/Revue européenne d'histoire*, 11 (2), 2004, p. 225-240.

(13) A. Iglesias Amorín, « La memoria de las guerras de Marruecos en España (1859-1936) », thèse citée.

l'armée espagnole, version davantage présente dans les récits anarchistes et socialistes depuis la Semaine tragique.

À la fin des années 1990, la politisation croissante de la mémoire de la guerre civile a relégué la guerre du Rif à l'ombre de « l'inflation mémorielle¹ » touchant le passé franquiste en Espagne. Significative à cet égard, une part importante de la production historiographique interroge les continuités et les effets retours de la militarisation du protectorat dans les années 1920, les violences extrêmes des armées espagnoles dans le Rif et la conduite des armées putschistes de Francisco Franco, composées de nombreux soldats marocains². De même, dans les manuels scolaires, la place centrale prise par la guerre civile relègue à l'arrière-plan la guerre du Rif, uniquement étudiée du point de vue espagnol³. Cette occultation du contexte colonial et des combattants rifains se retrouve également dans la série *Tiempos de Guerra*, diffusée en 2017 sur Antena 3, puis sur Netflix : cette production télévisuelle contemporaine contribue – sous couvert de dénoncer les souffrances de la guerre – à réactualiser certains clichés orientalistes hérités de la colonisation espagnole dans le Rif⁴.

En France, la mémoire de la guerre du Rif n'a pas suscité une telle attention car le conflit n'est entré que brièvement au cœur des débats publics, représentant par ailleurs une menace militaire éphémère, quoique réelle, pour la présence coloniale française au Maroc. Si les combats sont éprouvants et meurtriers durant l'été 1925, ils ne durent en définitive qu'une année. Sous l'uniforme français, les troupes sont en grande partie constituées de tirailleurs sénégalais, de légionnaires et de disciplinaires, d'une minorité de conscrits – principalement recrutés parmi les citoyens français au Maroc et en Algérie – et d'une poignée d'engagés en métropole. À la différence de l'Espagne, la présence de conscrits français demeure relativement rare, ce qui explique sans doute l'attention plus distante de l'opinion publique.

Le conflit occupe en revanche une place importante dans l'histoire du parti communiste. En septembre 1924, *L'Humanité* publie un télégramme de félicitations à ben Abdelkrim pour sa « victoire définitive sur l'impérialisme français⁵ ». Le parti rejoint la position de l'Internationale communiste qui, lors de son cinquième congrès de 1925, appelle à soutenir les mouvements anti-impérialistes. L'appui communiste au leader rifain s'inscrit également dans l'opposition au cartel des gauches : en février 1925, les députés communistes profitent de la discussion sur le budget de la guerre pour dénoncer la présence coloniale au Maroc. L'opposition au conflit rifain devient ainsi un enjeu politique pour un parti en voie de bolchévisation, qui tente de mobiliser ses sympathisants lors de la grande grève générale du 12 octobre, durement réprimée. Mais au-delà de cette journée de grève, le

(1) Stéphane Michonneau, « L'Espagne entre deux transitions ? De la mémoire de la guerre civile à celle de l'après-guerre », *Histoire@Politique*, 29 (2), 2016, p. 60-72.

(2) S. Balfour, *Deadly Embraced*, op. cit. ; M. R. de Madariaga, *Los Moros que trajo Franco...*, op. cit. ; G. Nerin, *La guerra que vino de Africa*, op. cit. ; D. Macías Fernández, *Franco « nació en Africa »*, op. cit.

(3) David Parra Monserrat, « El colonialismo español en Marruecos en el ámbito escolar », *Didáctica de las ciencias sociales, geografía e historia*, 76, 2014, p. 25-32.

(4) Nous remercions ici Monica Rius-Piniés (Université de Barcelone) pour ses analyses éclairantes sur cette série. On trouvera également quelques traits caricaturaux de cet orientalisme dans le très oubliable *Légionnaire* (1998) de Peter Mac Donald, où Jean-Claude Van Dame combat en plein désert un ben Abdelkrim transformé en chef bédouin.

(5) *L'Humanité*, 11 septembre 1924.

conflit reste trop lointain pour émouvoir durablement le mouvement ouvrier et les responsables syndicaux⁶. La guerre du Rif trouve cependant un écho parmi les surréalistes français, dont Aragon, Breton, Queneau, Éluard ou Desnos, qui signent le manifeste « La Révolution d'abord et toujours ! », repris dans *L'Humanité* le 21 septembre 1925. C'est ainsi la dénonciation de la guerre du Rif qui marque le ralliement des surréalistes au parti communiste ; elle s'exprime également dans le Comité d'action contre la guerre au Maroc, créé en mai 1925 et alors dirigé par le jeune militant Maurice Thorez.

Après la reddition de ben Abdelkrim en mai 1926, la presse française se concentre sur les relations franco-marocaines sous l'égide du protectorat. L'inauguration de la Grande Mosquée de Paris, le 15 juillet 1926, en présence du président de la République Gaston Doumergue et du sultan Moulay Youssef referme symboliquement la parenthèse rifaine. Les contestations anticoloniales au Maroc redeviennent une préoccupation publique à partir des années 1930 dans le contexte de l'émergence du nationalisme. Cependant le souvenir de ben Abdelkrim n'est guère mobilisé : tout au plus son nom est-il évoqué pour commenter ses liens avec l'Armée de libération nationale marocaine et les leaders des révoltes de 1957-1958 dans le Rif. Dans son ouvrage *Révolution au Maroc* publié en 1953, le sociologue Robert Montagne, grand connaisseur de l'histoire marocaine, considère que ben Abdelkrim est largement tombé dans l'oubli et n'est plus en phase avec les enjeux politiques du temps⁷. Sa mort n'émeut guère la presse nationale : Jean Lacouture, dans les colonnes du *Monde*, considère que l'opposition forcenée de l'ex-dirigeant rifain à la monarchie marocaine l'avait transformé en « vieux politicien jaloux⁸ ».

Lors de son exil politique au Caire, ben Abdelkrim a surtout retenu l'attention par son soutien aux forces nationalistes armées au Maghreb⁹. Ses contacts avec le FLN tiennent lieu de transition symbolique : c'est désormais le mouvement algérien qui reprend en quelque sorte ce qui avait été l'originalité politique de la résistance rifaine dans les années 1920, soit une libération par les armes dans le cadre d'une structure étatique (gouvernement et armée régulière). Cette transition est loin d'être anecdotique pour comprendre la place très relative de la guerre du Rif dans le récit national français, largement éclipsée par la guerre d'indépendance algérienne, davantage présente dans les mémoires publiques et familiales en France du fait, entre autres, des populations « rapatriées » et de l'envoi du contingent en Algérie¹⁰. L'abondante bibliographie consacrée au conflit algérien – au regard des très rares ouvrages publiés en France sur la guerre du Rif¹¹ – est à cet égard révélatrice. Il reste que la participation de nombreux officiers français à cette guerre – dont beaucoup se trouvent à la tête de l'État-Major en 1940 – a certainement trouvé un écho dans les pratiques de

(6) Morgan Poggioli, « La campagne française contre la guerre du Maroc ou le difficile apprentissage de la bolchevisation (1924-1926) », *Le Mouvement social*, 272, 2020, p. 59-80.

(7) Robert Montagne, *Révolution au Maroc*, Paris, Éditions France-Empire, 1953, p. 151.

(8) Cité par V. Courcelle-Labrousse et N. Marmié, *La Guerre du Rif*, *op. cit.*, p. 424.

(9) Sur les liens entre ben Abdelkrim et la constitution de forces armées nationalistes marocaines, voir Bernabé López García, « Abd el Krim et la libération du Maroc dans les années 50 », *NAQD*, hors-série 5, 2021, p. 49-73.

(10) Raphaëlle Branche, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, « Poche », 2022.

(11) Rappelons les deux principaux ouvrages publiés en France, qui apportent avant tout des éclairages événementiels et militaires : V. Courcelle-Labrousse et N. Marmié, *La Guerre du Rif*, *op. cit.* et M. Schiavon, *La Guerre du Rif*, *op. cit.*

maintien de l'ordre colonial, notamment en Algérie où les sections administratives spécialisées (SAS) chargées de la contre-insurrection sont en partie inspirées des pratiques du service des Affaires indigènes marocain, mis à rude épreuve durant le conflit rifain¹.

Depuis les années 2000, en France comme en Espagne, le conflit rifain est réinterprété à l'aune d'un nouveau régime mémoriel (prisme de la victime, demande de réparations et de restitutions) qui n'est pas sans rappeler, sous une forme atténuée, les guerres de mémoires entre les États français et algérien². Principal point de discord, la reconnaissance de l'usage des gaz chimiques est portée par des associations rifaines ou amazighes. En Espagne, la gauche catalane dépose en 2005 un amendement à une loi consacrée aux réparations des victimes de la dictature portant sur cette question. L'État espagnol a opposé plusieurs refus à cette reconnaissance officielle, ce qui n'empêche pas les tentatives de réconciliation guidées par les enjeux diplomatiques entre Madrid et Rabat. Ainsi, en 2018, le ministre des Affaires étrangères Josep Borrell appelait à « fermer les plaies » en prévision du centenaire de la bataille d'Anoual³. La situation est quelque peu différente entre le Maroc et la France en raison des relations toujours singulières entre les deux États. Les doutes subsistent cependant sur la participation effective de la France aux bombardements chimiques, les partisans de cette thèse s'appuyant sur un courrier officiel de Lyautey réclamant le transfert de bombes à l'ypérite (gaz moutarde) produites durant la Première Guerre mondiale⁴. Cet usage des gaz chimiques par la France, pour l'instant non démontré par les archives, a fait l'objet d'interpellations du pouvoir français (en 2016 et en 2020) par Rachid Raha, président de l'Assemblée mondiale amazighe⁵.

En 2021, la demande de restitutions par les Archives du Maroc des « papiers d'Abdelkrim » conservés par la France s'inscrit dans un autre registre mémoriel postcolonial : celui des restitutions des « biens culturels » spoliés en Afrique⁶, mais également des demandes de restitution d'archives coloniales. **Mathieu Marly** revient dans ce dossier sur ce contexte mémoriel et diplomatique, proposant une histoire du fonds d'archive réclamé par les Archives du Maroc, de sa production par les forces rifaines à sa saisie et sa conservation dans les archives du Quai d'Orsay.

(1) Jacques Frémeaux, « Les SAS (sections administratives spécialisées) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 208, 2002, p. 55-68 ; Gregor Mathias, *Les Sections administratives spécialisées en Algérie. Entre idéal et réalité (1955-1962)*, Paris, L'Harmattan, 1998 et Jérémy Rubenstein, *Terreur et séduction. Une histoire de la doctrine de la « guerre révolutionnaire »*, Paris, La Découverte, 2022, p. 38-43.

(2) Sur ce nouveau régime mémoriel dans le cadre des mémoires de la colonisation, voir Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010, p. 135-167.

(3) « Borrell plantea utilizar el centenario de la batalla de Annual para “cerrar heridas” con Marruecos por la Guerra del Rif », *Europapress*, 19 décembre 2018.

(4) Les recherches sur l'utilisation des gaz chimiques dans le Rif ont montré l'implication espagnole dans l'usage de ces armes sans avoir pu démontrer la participation française aux bombardements chimiques. Voir S. Balfour, *Deadly Embrace*, op. cit., p. 251 et María Rosa de Madariaga, « La guerre chimique dans le Rif (1912-1927). État de la question », in Rachid Raha, Mimoun Charqi et Ahmed El Hamdaoui (dir.), *La Guerre chimique contre le Rif. Actes du colloque international sur l'utilisation des armes chimiques : le cas de la guerre du Rif*, Rabat, Éditions Amazigh, « Histoire et anthropologie », 2005.

(5) Voir « Le Président de la République française, Emmanuel Macron, en réponse à l'Assemblée Mondiale Amazighe, se penche sur le délicat dossier de la guerre chimique contre les populations civiles du Rif marocain », *Amazigh Press*, 6 octobre 2020, <https://amadalamazigh.press.ma/fr/le-president-de-la-republique-francaise-emmanuel-macron-en-reponse-a-lassemblee-mondiale-amazighe-se-penche-sur-le-delicat-dossier-de-la-guerre-chimique-contre-les-populations-civiles-du-rif/>

(6) Felwine Sarre et Bénédicte Savoy, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Seuil, 2018.

Mémoires transnationales : anticolonialisme, islamisme et mouvements amazighs

Par sa dimension anticoloniale, la mémoire de la guerre du Rif est mobilisée dans les combats panarabes et pan-maghrébins après la Seconde Guerre mondiale. En février 1947, des militants nationalistes se rencontrent au Caire pour un congrès d'où est issu le Bureau du Maghreb arabe qui doit coordonner l'action politique des divers partis selon une ligne radicale⁷. Ces activistes sont notamment influencés par ben Abdelkrim, alors réfugié dans la capitale égyptienne, qui crée en 1948 le Comité de libération du Maghreb pour préparer les moyens d'une lutte armée concertée. Malgré l'envoi de missions de formation et la création de bases au Caire et en Libye, le projet est avorté quelques années plus tard, en raison des désaccords internes. Le leader rifain reste cependant proche de Nasser, champion de la cause panarabe, obtenant son soutien pour les révoltés du Rif en 1958-1959. À la mort de ben Abdelkrim en 1963, le président égyptien organise des funérailles nationales.

Combattant du nationalisme maghrébin, l'ancien chef rifain a également été l'un des théoriciens de la lutte armée pour la libération, influençant, au-delà du monde arabe, les combattants de la guerre du Vietnam, et nombre de leaders anti-impérialistes : Mao, Hô Chi Minh – ce dernier aurait même correspondu avec ben Abdelkrim, en qui il voyait un « précurseur⁸ » –, jusqu'au plus célèbre d'entre eux, Ernesto Guevara⁹. Si beaucoup d'incertitudes entourent les liens entre les deux personnages – sans doute la rencontre de l'Argentin avec l'ancien chef rifain au Caire relève de l'anecdote –, les voyages du Che et ses rencontres avec divers leaders ont pu faire resurgir la mémoire des combats du Rif bien des années après leur déroulement. Il faut également mentionner l'influence du cubain Alberto Bayo (1892-1967) : engagé dans l'armée espagnole en 1916, cet ancien pilote et vétéran de la guerre du Rif, lors de laquelle il a été gravement blessé, devient le formateur militaire de Guevara et des frères Castro au Mexique. Impressionné par les méthodes des combattants rifains, Bayo publie en 1955 ses *150 preguntas a un Guerrillero*, ouvrage théorique sur la guérilla, largement diffusé dans le monde après sa traduction anglaise en 1963¹⁰, dans lequel on retrouve plusieurs tactiques éprouvées pendant le conflit des années 1920. L'horizon d'attente politique et les réflexions tactiques des combats anti-impérialistes des années 1950 aux années 1970 mobilisent donc la guerre du Rif comme ressource mémorielle et répertoire d'action. Cet esprit du temps se retrouve dans l'organisation du colloque international de Paris, en 1973, comme le souligne Daniel Rivet : la guerre du Vietnam est alors dans toutes les têtes et une partie de l'enjeu public de cette rencontre scientifique consiste bien à interroger la république du Rif comme modèle politique et comme modèle militaire de guérilla.

Ces dernières années, le changement de paradigme de l'anti-impérialisme au postcolonialisme, entendu comme la décolonisation des esprits, laisse encore une place de choix à la figure héroïsée du leader rifain. Dans nombre de productions culturelles contemporaines, comme

(7) Daho Djerbal, « L'émir Abd el Krim Al Khattabi et l'union des peuples pour la libération du Maghreb. Mise en contexte dans une perspective de moyenne durée (1921-1954) », *NAQD*, hors-série 5, 2021, p. 25-33.

(8) Jean-Louis Miège, « Abd el-Krim », in *Encyclopédie berbère*, vol. 1, Aix-en-Provence, Édisud, 1984, p. 73-77.

(9) M. Er, « Abd-el-Krim al-Khattabi », art. cité.

(10) Alberto Bayo, *150 Questions For A Guerrilla*, Boulder, Panther Publications, 1963.

le film documentaire de Daniel Cling¹, ben Abdelkrim fait figure de héros de la libération des peuples colonisés et martyrisés. Il entre ainsi dans une sorte de panthéon postcolonial, avec d'autres figures d'émancipation des combats pour les droits civiques et contre le racisme : ainsi, l'affiche d'un spectacle joué dans le *off* du Festival d'Avignon à l'été 2021 associe le leader rifain à Che Guevara, Angela Davis, Malcom X et même Assa Traoré². Dans un autre répertoire culturel, le groupe casablancais Darga lui consacre dans les années 2000 la chanson à succès *Sidi Abdelkrim*. Le chanteur affirme que c'est en voyant dans les festivals de musique des tee-shirts à l'effigie de l'Argentin que l'idée lui est venue de promouvoir ben Abdelkrim en Guevara marocain³ : curieux retournement d'échelle qui voit la mémoire du leader rifain revenir à la jeunesse casablancaise par le biais d'une mémoire postcoloniale mondialisée.

Dans un autre registre, le souvenir du conflit est intégré aux mémoires des mouvements politiques islamistes. Il faut ici rappeler que les dirigeants rifains et leur leader ont pensé leur action à l'échelle du monde arabe, mais aussi de l'ensemble du monde musulman (*umma*). La dimension religieuse est centrale dans le mouvement rifain qui impose la charia pour lutter contre les vendettas entre clans et fractions, et installer des *cadis* (juges) capables de mettre en place un ordre islamique⁴. Elle est également centrale dans la mobilisation par le *jihad* des combattants pour la foi (moudjahidines) qui rejoignent le mouvement armé rifain et sont encouragés dans les centres d'entraînement et de commandement (*mahakims*) par les imams venus prêcher la guerre sainte contre les chrétiens. Si la part exacte de l'imprégnation religieuse des dirigeants rifains est encore débattue (finalité religieuse du mouvement ou utilisation de la religion comme simple levier de mobilisation locale ?), il n'en reste pas moins que ben Abdelkrim a incarné, dès les années 1920, une figure du *jihad*. Le réformiste musulman Rashid Ridā, dans son mensuel islamique *al-Manār*, le qualifie du « doux nom de héros des Arabes et de l'islam »⁵. Il reste que le courant islamique dont pouvait s'inspirer ben Abdelkrim pour justifier le réformisme musulman dans le Rif contre les traditions berbères qu'il jugeait parfois archaïques (culte des saints, marabouts) n'a pas grand-chose à voir avec celui des Frères musulmans, plus tardif, et plus encore avec les évolutions de l'islamisme justifiant le *jihad* armé depuis les années 1980⁶. Cela n'empêche pas les réappropriations du chef rifain par les Frères musulmans, considérant encore en 2016 ben Abdelkrim comme « un héros islamique portant la bannière du *jihad* »⁷. Le ton est le même au Maroc où le principal parti islamiste, le parti de la justice et du développement, le considère comme l'une des grandes figures historiques marocaines⁸.

(1) Daniel Cling (réal.), *Abdelkrim et la guerre du Rif*, ISKRA/Arte France/Real Productions/Cinéma Productions/CRRAY, 50 min, 2010.

(2) *Krim*, mise en scène par Jean-François Jacobs, avec Ismaïl Akhlal, 2021.

(3) Raphaël Krafft et Charlotte Roux, « Le retour d'Abdelkrim ou la mémoire populaire marocaine », *La Fabrique de l'histoire*, France Culture, 11 avril 2012.

(4) Voir R. C. Pennell, *A Country with a Government and a Flag*, op. cit., p. 123-140.

(5) Muhammad Rashīd Ridā, « Le héros des Arabes et de l'islam, et de leur seconde Andalousie », *al-Manār*, t. 25, 1924, p. 557 [traduit de l'arabe par Charlotte Courreyre, cité dans Charlotte Courreyre, Augustin Jomier et Annick Lacroix, *Le Maghreb par les textes. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, « Collection U », 2020, p. 301-304].

(6) Daniel Rivet, *Islam et politique au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, « Repères », 2022, p. 74-77 et p. 104-113.

(7) Richard C. Pennell, « How and Why to Remember the Rif War (1921-2021) », *The Journal of North African Studies*, 22 (5), 2017, p. 811-820.

(8) *Ibid.*

Dernier avatar des mémoires du conflit, la guerre du Rif est réinterprétée depuis la fin du 20^e siècle par les militants amazighs, principalement marocains et algériens, soucieux de préserver les traces de l'autonomie culturelle et de la spécificité historique des mondes berbères. Comme le montre **Malika Assam**, cette mémoire est entretenue par de nombreuses publications en langue amazighe (manuels scolaires, récits et essais historiques), qui tendent à faire du chef rifain un champion des traditions berbères contre l'identité arabe, alors même que ben Abdelkrim ne manifestait pas une grande empathie vis-à-vis des cultures locales, s'inspirant davantage des transformations culturelles et politiques internationales dans le monde arabe et musulman. Il n'en reste pas moins que cette « amazighisation » de la mémoire du conflit et du leader rifain (devenu Mohand Abdelkrim) n'est pas totalement déconnectée de travaux anthropologiques sur l'organisation sociopolitique du Rif, qui ont bien montré l'importance de certaines caractéristiques locales dans la mobilisation des combattants (rapport spécifique à la violence, au combat, à l'honneur, solidarités horizontales). Il est vrai également que l'identité berbère est une donnée culturelle importante pour comprendre le mépris de la bourgeoisie urbaine et de l'entourage du sultan pour ces Berbères de la montagne rifaine déjà matés en 1898 par Moulay Abdelaziz.

Cette mémoire amazighe est aussi une mémoire douloureuse du conflit, liée à l'usage des gaz chimiques dans le Rif dénoncé par les associations amazighes et par l'importante diaspora rifaine en Europe – principalement en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Cette mémoire est également présente en Kabylie, comme le montre Malika Assam, ce qui n'est pas sans conséquence sur les tensions entre les gouvernements algérien et marocain déjà vives sur la question du Sahara occidental. Ainsi, en mai 2022, un diplomate algérien plaçant la cause sahraouie a souhaité publiquement l'avènement d'une république autonome du Rif. Cet hommage aux indépendantistes rifains et à leur chef historique fait suite aux déclarations, quelques jours plus tôt, du ministre marocain des Affaires étrangères appelant à la reconnaissance de l'autonomie de la Kabylie⁹. La mémoire d'un conflit dont la signification n'a jamais été totalement figée, ni pré-emptée par aucun des acteurs et groupes mémoriels, a trouvé dans le combat politique amazigh l'une de ses dernières incarnations.

Aurélia Dusserre

IREMAM/MMSH

*5, rue du Château de l'Horloge
13097 Aix-en-Provence Cedex 2*

Mathieu Marly

*Maison de la recherche EHNE
28, rue Serpente
75006 Paris*

(9) Mussa Acher, « L'Algérie envisage-t-elle vraiment de reconnaître une "République du Rif" au Maroc ? », *Slate.fr*, 8 juin 2022, www.slate.fr/story/228706/algérie-reconnaissance-republique-du-rif-maroc-tensions-diplomatiques-hirak-kabyles

Aurélia Dusserre est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à Aix-Marseille Université et membre de l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM, UMR 7310). Ses recherches portent sur l'histoire du Maghreb à la période coloniale, en particulier au travers des représentations (cartographie, photographie). Elle vient de publier, avec Karima Dirèche et Nessim Znaien, *Histoire du Maghreb depuis les indépendances. États, sociétés, cultures* (Armand Colin, 2023). (aurelia.dusserre@univ-amu.fr)

Mathieu Marly est agrégé, docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au laboratoire SIRICE et responsable éditorial de l'encyclopédie EHNE (Sorbonne Université). Il a publié en 2019 un ouvrage tiré de sa thèse : *Distinguer et soumettre. Une histoire sociale de l'armée française (1872-1914)* aux Presses universitaires de Rennes. Ses recherches portent sur l'histoire socio-politique des armées et des conflits contemporains en Europe et dans les sociétés coloniales, principalement au Maghreb. (mathieumarly75@gmail.com)